

COLLOQUE NATIONAL DE TOULON

des 16 et 17 mai 2019 autour du livre :

L'AUTRE VOIE POUR L'HUMANITÉ 100 intellectuels s'engagent pour un post-capitalisme

Organisé par **André Prone** et les **Editions Delga**. Avec le soutien de :
L'IHS CGT Var, le MNLE, l'Université Populaire Marseille métropole

Ce colloque a rassemblé 70 participants. Les prises de vues ont été assurées par : Louis Vaisse, Yves Pellegrino et Jean-José de Ubeda

Intervenants :

16 mai :

Yvon Quiniou, Philosophe
Pierre Ivorra, Journaliste économique
Jean-Pierre Bilski, Historien
Alain Serre, Auteur militant
Pierre Lenormand, Géographe
Bernard Friot, Sociologue et économiste
Louise Gaxie et Alain Obadia, Auteurs militants
André Prone, Poète et Essayiste
Catherine Mills, Economiste
Maurice Richaud, Auteur Militant

17 mai :

Sylvie Mayer, Parlementaire européenne
Badia Benjelloun, Médecin auteur
Hervé Christofol, Technologue
Christophe Pouzat, Neurobiologiste
Mireille Bruyère, Economiste
Christian Pellicani, Elu et auteur
Bruno Drweski, Historien
Michèle Benhaïm, psychanalyste
Sylvie Laurent, Auteur et syndicaliste

Extrait de l'intervention d'ouverture du colloque par André Prone

(...) En rendant crédible la mobilisation des intellectuels, alors que le pouvoir s'évertue à nous cantonner au consensus ambiant, ce colloque et ce livre témoignent de notre volonté à franchir tous les obstacles, y compris ceux qui auraient pu naître de certaines de nos divergences, mais que nous avons su également surmonter. Se fondant sur l'échec du système soviétique, les gouvernants d'aujourd'hui prétendent qu'il n'y a pas et qu'il n'y a jamais vraiment eu d'alternatives au capital. Ceux d'antan ne disaient rien d'autre à propos des sociétés esclavagistes ou féodales. Pourtant, si l'on reprend le concept de bloc historique avancé par Gramsci : bourgeoisie, peuple et paysans, à propos de la Révolution française, preuve est faite qu'une autre forme de société fut possible. Cependant, l'écrasement de la commune nous a montré que lorsque la bourgeoisie n'a plus besoin du peuple pour se maintenir au pouvoir, elle marque alors la limite à ne pas franchir : celle de la remise en cause de la propriété privée des moyens de production et d'échanges. Nous sommes sans doute dans une situation un peu comparable aujourd'hui, le pouvoir tolère le pseudo dialogue social mais pas l'entrave au système capitaliste. C'est ce que nous montre le mouvement des gilets jaunes, les révolte des peuples algériens et soudanais et la lutte entamée par les jeunesses mondiales à propos de la sauvegarde de l'environnement.



Yvon Quiniou, philosophe : Revenir à Marx pour rouvrir l'espoir

- On sous-estime le mal qu'a fait dans la conscience collective l'identification de l'expérience soviétique (et les régimes qui l'ont suivie) avec ce que pensait et voulait Marx, ce dont les Partis communistes officiels ont été aussi responsables. Car pour Marx une révolution à visée communiste ne pouvait se réaliser qu'à partir des conditions fournies par le capitalisme développé : économiques avec la grande industrie, sociales avec une immense majorité de travailleurs exploités, liés directement ou indirectement à celle-ci, et politiques avec un mouvement dont cette majorité était l'acteur, ce qui définit la démocratie. Le soviétisme, issu de la révolution bolchevique a contredit tout cela, a échoué et a servi de repoussoir pour l'idéal communiste. En revenant à Marx, dont les analyses se vérifient aujourd'hui, on redonnera de la couleur à cet idéal.



Pierre Ivorra, journaliste économique : Un nouveau droit à la paresse

- Comment donner vie aujourd'hui à un nouvel hédonisme, émancipateur et fraternel dans ce monde de brutes du capital financier mondialisé et faire émerger un nouveau droit à la paresse, à la culture de soi et des autres dans les conditions d'une époque que commence à bouleverser la nouvelle révolution technologique en cours ? Cela suppose qu'à la suite de Marx nous aidions le salarié à se libérer de ses chaînes, à commencer à dépasser le caractère marchand de sa force de travail sur le fond d'une dialectique consistant à développer les activités non marchandes tout en maîtrisant le marché. C'est notamment cette réflexion qui inspire la proposition communiste de sécurité d'emploi et de formation.



Jean-Pierre Bilski, historien : Le libéralisme : nouvel habit du capitalisme

- Une majorité d'économistes, y compris des prix Nobel, des associations et même des participants au Forum de Davos, déplorent certaines conséquences du capitalisme mondialisé. Mais comment aller au-delà des constats pour modifier à la racine ces conséquences humaines inégalitaires et écologiquement dévastatrices ? L'auteur, J.P. Bilski, propose des éléments concrets, non utopiques car déjà testés pour leur efficacité, afin de modifier les fondamentaux de l'organisation de la société. Il s'agit d'orientations essentielles, dans le domaine économique, pour programmer un nouveau « logiciel » de fonctionnement du post-capitalisme



Pierre Lenormand, géographe : Remettre en chantier la question foncière

- La propriété foncière relève de la même problématique que la propriété en général : comment faire primer la propriété d'usage sur la propriété lucrative ? Mais deux cas de figure doivent être distingués : - Propriété du sol et logement des ménages ne coïncident pas nécessairement alors que des secteurs locatifs privés et publics coexistent depuis longtemps. La sortie du capitalisme suppose des règles juridiques spécifiques permettant d'en finir avec un marché immobilier hautement spéculatif, appelant sans doute une nouvelle réflexion sur l'héritage. - Concernant la terre agricole, la nécessité de remettre en cause des formes de production épuisant les sols et surexploitant les travailleurs appelle à articuler trois questions inséparables : celle des fins productives, celle du travail et des formes sociales de production et de transformation, et celle des systèmes et des régimes de propriété les plus à même d'assurer la mutation de la base même du complexe agro-alimentaire.



Alain Serre, auteur, Président de l'IHS CGT Var : Socialisme ou chute de civilisation

- Le capitalisme est en crise profonde, l'économie américaine s'affaiblit et tous les équilibres issus de la seconde guerre mondiale sont en train de disparaître. En Europe les institutions de l'Union européenne vacillent et les peuples subissent les politiques d'ajustement structurel. Pour le capital, avec l'aide du pouvoir, du MEDEF et de toutes les forces de droite comme celles dites de gauche, favorables au libéralisme, tous les conquits sociaux doivent disparaître, en particulier en France ceux de 36, 45 et 68. La question syndicale est au cœur des enjeux car il faut construire le rapport de force nécessaire pour résister et reconquérir. Une nouvelle période est en train de s'ouvrir qui ouvre la voie à la reconstruction d'une représentation indépendante de la classe ouvrière pour en finir demain avec le capitalisme.



Bernard Friot, sociologue et économiste : Prendre la main sur le travail

- La socialisation du salaire dans un régime général géré par les travailleurs de 1946 aux années 1960 a permis d'initier, à hauteur de 10% du PIB, une production de soins libérée de la propriété capitaliste et du marché du travail. Une telle réussite, menacée par la stagnation du taux de cotisation depuis 40 ans, doit être généralisée à toute la production. En se centrant sur l'exemple de l'alimentation, la communication propose des sécurités sociales sectorielles fondées sur des cotisations interprofessionnelles gérées par les travailleurs. Une partie des sommes collectées servira à conventionner et à soutenir, par la subvention de l'investissement et le salaire à la qualification personnelle, une production et distribution de l'alimentation libérée de l'agrobusiness, tandis l'autre solvabilisera les usagers à condition qu'ils s'adressent à ces professionnels conventionnés.



Louise Gaxie, écrivaine et Alain Obadia, président Fondation Gabriel Péri : Nous avons le choix

- Que l'on se place sous l'angle social, économique, environnemental ou encore sociétal, nous sommes de plus en plus nombreux à constater que notre société est dans l'impasse. La voie tracée par la domination du capitalisme financiarisé conduit à des périls extrêmes tant la logique parasitaire du profit à tout prix est devenue prépondérante. Face à cette réalité, nous proposons une grille de lecture d'un projet alternatif de société et des combats à mener. L'objectif de cette démarche est de contribuer à l'élaboration nécessairement collective d'une représentation complexe des défis et de participer à la mise en cohérence d'une démarche globale s'inscrivant dans un processus de dépassement du capitalisme.



Prone André, poète, essayiste : L'écomunisme

- La contre-révolution amorcée à l'Est fin des années 1980 et la globalisation capitaliste qui se déchaîne à l'Ouest et dans les pays du Sud sur fond de guerres impérialistes, d'agressions biosphériques quasi irréversibles, d'américanisation sous toutes ses formes porteuses d'une aliénante mutation cognitive lourde de conséquences pour l'avenir de l'humanité, n'est-ce pas le signe qu'un vieux monde se meurt pendant que le nouveau tarde à naître ? Quelles réponses apporter à ce vaste chaos mondial alors que la plupart des forces progressistes reculent devant l'ampleur de la tâche et prennent de plus en plus leur distance avec la pensée marxienne, que les droites singent les néofascismes, que la social-démocratie parachève sa mutation antimarxiste ? S'exprimer sur ces questions avec de nouveaux outils politiques et philosophiques, c'est ce que propose l'écomunisme.



Catherine Mills, économiste : L'apport de Paul Boccara à la pensée néomarxiste

- L'apport récent de Paul Boccara à la pensée néomarxiste contemporaine concerne une étude inédite sur le concept de civilisation dans l'histoire de la pensée avec trois caractères d'une civilisation : rapports sociaux ; produits et moyens matériels des opérations sociales vitales ; éléments constitutifs des idées et d'une culture de la société. Cela concerne aussi ses travaux sur l'anthroponomie. La théorisation anthroponomique trouve sa source dans la continuité et le dépassement de Marx. Paul Boccara montre que la crise systémique actuelle, bien plus qu'une simple crise économique, est une crise de civilisation. Il ouvre sur des perspectives de dépassement du capitalisme et du libéralisme mondialisé, pour aller vers « une civilisation de toute l'humanité », impliquant des transformations sociétales fondamentales (rapports hommes -femmes, climat).



Maurice Richaud, auteur militant : Pratiques et sens des mots

- Les partisans d'une société humaine doivent se dépouiller des oripeaux du capitalisme. Le futur est dans le présent, dès aujourd'hui nous devons nous libérer des pratiques et de la sémantique bourgeoise : centralisme, hiérarchie, violence, répression et du droit. Notre objectif, la Liberté citoyenne, exige l'abandon de la perversion des mots : La France est-elle une démocratie ? Le droit est-il le garant de la liberté ? La citoyenneté n'est-elle qu'un droit ? Le travail aliéné confère-t-il la liberté ? Confucius disait : "Lorsque les mots perdent leur sens, les gens perdent leur liberté" N'est-il point temps de produire une Déclaration de la Liberté des peuples citoyens?



***Sylvie Mayer, Parlementaire européenne, biologiste :
L'économie sociale et solidaire***

- Nous examinerons, à partir du statut et des valeurs qui fondent les pratiques et l'organisation de différentes sociétés coopératives (SCOP, SCIC et CAE) en quoi elles sont un élément fort du dépassement du capitalisme, du communisme déjà là. Nous effectuerons cet examen à travers la question de la propriété de l'outil de production, et celle des modes de production : produire en commun, produire avec du sens, en propulsant la démocratie au cœur de l'entreprise, outil d'émancipation des salariés sociétaires. Nous étudierons les différences entre entreprises capitalistes et outils coopératifs sans éviter les constatations critiques sur les défauts et dérives dans l'Economie Sociale et Solidaire. Nous nous interrogerons enfin sur la façon d'amplifier ce mouvement coopératif.



Badia Benjelloun, médecin, auteur : Un monde en bonne santé est un monde sans capitalisme

- Les firmes qui fabriquent médicaments et dispositifs médicaux déterminent leurs prix et préconisent les indications de leurs produits et services avec un contrôle très laxiste des autorités de santé. Il est symptomatique que pour l'affaire Cahuzac, le public n'ait retenu que la dissimulation fiscale alors que l'origine des fonds 'provenant d'avantages procurés par une entreprise dont les produits sont pris en charge par ma Sécurité sociale' ait été escamotée. Il est légitime de s'insurger contre la corruption active et passive des acteurs de la santé. Il est urgent de repenser santé individuelle et publique en dehors des objectifs purement capitalistiques de l'industrie du soin qui définit les limites du bien-être encadré par la prescription de ses produits.



Christophe Pouzat, neurobiologiste : L'activité et la culture scientifique

- Après une brève description de ce qu'est « la vie » d'un chercheur aujourd'hui, j'exposerai les contraintes qui nuisent à la qualité du travail produit et *qui disqualifient d'emblée* nombres de questions et voies d'investigations intéressantes. Ma perspective pour un monde post-capitaliste découle de l'utilisation de notre productivité collective pour notre émancipation. Cette productivité devrait nous fournir à tous plus de « temps libre » et nous permettre d'explorer des voies moins balisées. Le chercheur serait ainsi libéré d'une partie significative des contraintes qui viennent d'être évoquées, tandis que le « citoyen ordinaire », pourrait s'approprier les résultats des travaux de recherche et contribuer pleinement aux débats démocratiques à la confluence des problèmes de société et de nos connaissances « scientifiques ».



Hervé Christofol, technologue, secrétaire général du SNESUP-FSU : Sortir du capitalisme

- Dans l'industrie, trois grandes révolutions industrielles ont permis des augmentations de productivité sans précédent qui ont principalement profité aux détenteurs du capital plutôt qu'aux opérateurs. Il s'agit pour la première de l'automatisation des chaînes de production, pour la deuxième du développement des méthodes de la qualité et pour la troisième de l'impératif d'innovation. Ces trois révolutions se cumulent et encore aujourd'hui l'automatisation via la robotisation et le développement de l'usage des algorithmes transforme les métiers. Ce sont ces transformations de l'organisation du travail qui doivent être questionner. Sortir du capitalisme pour aller vers plus de services publics ou vers plus d'économie sociale et solidaire doit s'accompagner d'une remise en cause de l'organisation du travail pour mettre l'humain et notre environnement au centre.



Mireille Bruyère, membres des économistes atterrés : Ces limites qui nous libèrent/ère

- Le capitalisme n'est pas en crise. Il se porte même très bien. Car le capitalisme n'est pas seulement la propriété privée des moyens de production et l'exploitation de la plus-value, il est aussi une rationalité, une rationalité dont la folie devient chaque jour plus évidente. Il prétend répondre aux besoins des populations alors qu'il ne fait que développer l'individualisation quantitative des besoins en détruisant le lien social et la nature. C'est au nom de la liberté individuelle que le capitalisme individualise nos besoins et les réduit à des consommations. Par la technologie capitaliste, il étend, non pas la liberté, mais la solitude et le vide.



Christian Pellicani, élu municipal, Président du MNLE : Sauver la planète et l'humanité

- Un autre monde est possible, il est indispensable, il est à notre portée. Le capitalisme, après une domination de deux siècles génère tout à la fois une crise économique majeure et une crise écologique d'ampleur historique. Pour sauver la planète, il faut sortir du capitalisme, en reconstruisant une société où l'économie n'est qu'un outil pour favoriser la coopération qui l'emporte sur la compétition, où le bien commun prévaut sur le profit.



Bruno Drweski, Historien : La collectivisation est déjà là

- Nous vivons une époque charnière où l'ancien n'est pas encore mort et le nouveau n'est pas encore né. Jamais, selon les enquêtes d'opinion menées en France et ailleurs, le capitalisme n'a joui d'un tel manque de confiance alors que les anticipations formulées dans le *Manifeste du Parti communiste* se vérifient. La baisse tendancielle des taux de profit provoque une crise structurelle sans fin, la mondialisation a été menée quasiment à terme, la concentration de la propriété est pratiquement accomplie dans tous les domaines, industrie, services, agro-alimentaire, médias, etc. Même les petites entreprises privées survivantes sont devenues des sous-traitants au service de mastodontes oligarchiques transnationaux et supranationaux. L'émergence du monde « post-occidental » se fait surtout au profit d'États pratiquant déjà en partie un « post-capitalisme ».



Michèle Benhaïm, psychanalyste : Du «No Future» au « No Présent »

- Nous partirons du constat que la société capitaliste contemporaine est pulsionnelle et mélancolico-perversive. Ce postulat pose la question, entre autre, de savoir ce que le capitalisme a produit comme figure adolescente. Pourquoi la nécessaire et fructueuse radicalité adolescente se met-elle aujourd'hui trop souvent au service de la mort plutôt que de la poésie ? Les adolescents se voient captifs du discours capitaliste ambiant, dit, pudiquement (ou ironiquement) discours « néolibéral » et ont la particularité soit de ne présenter aucune métaphore symptomatique (au sens freudien), soit de nous livrer un symptôme traduisant un point d'horreur davantage qu'une blessure narcissique



Sylvie Laurent, auteure syndicaliste : Considérations pour un futur habitable

- On a souri quand Macron a parlé de la péremption du capitalisme ultra libéral et financier le 31 décembre, mettant en évidence l'actualité de la démarche de notre livre. Si la posture même de stratèges que nous adoptons est contestable, de nature à inspirer une certaine méfiance populaire, notre humilité de démocrates responsables légitime notre entreprise de recherche de nouvelles pistes pour l'Humanité. Il y a lieu de repérer les processus catastrophiques à l'œuvre, d'identifier les ingrédients nécessaires et suffisants à leur prolifération, de les désamorcer. Ensuite, il faut bien définir, sinon un modèle, au moins des perspectives sociales fondées sur des références communes, des leçons que nous tirons de l'Histoire, de nos histoires. Enfin, on tentera d'identifier des leviers mobilisables : et ce ne sera assurément pas le seul gouvernement.



André Prone : Extrait des conclusions du colloque

Chers ami(e)s,

- Nous voilà arrivés au terme de notre colloque dont il me revient de souligner la qualité des interventions et la richesse des débats. Parfois le temps nous a manqué pour approfondir tel ou tel sujet, et s'il avait fallu intégrer dans nos travaux les 65 contributeurs qui s'étaient initialement inscrits, ce n'est pas deux journées mais une semaine qu'il nous aurait fallu. Nous aurions pu croire, vu la centralité du thème, qu'une certaine redondance imprègne nos interventions, mais c'est le contraire qui s'est produit. Comme je le soulignais à l'ouverture du colloque, les grands médias ont déserté nos travaux. Mais cela n'a pas empêché que la presse régionale et les médias locaux s'en fassent largement l'écho. Dans le Var, la Marseillaise, Var Matin et TV83, ont été de cela. Quelques auteurs ont déjà pris l'initiative de tenir des conférences autour de notre livre collectif dans leur région respective ou leur localité. Toutes les actions allant dans ce sens doivent être encouragées. C'est pourquoi nous avons demandé au journal l'Humanité de nous inviter à animer une conférence débat autour du thème *L'autre voie pour l'humanité* le vendredi 13 septembre 2019 à la fête de l'Huma.